

Pour Macron, il y a trop pour les pauvres, jamais assez pour les riches !

« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les pauvres ne s'en sortent pas ». La sortie de Macron, transmise par son service de communication, est volontairement grossière et provocatrice, quand on sait que Macron n'a pas lésiné sur le « pognon » pour arroser les plus riches.

C'est un pied de nez à tous ceux qui, dans son propre camp, lui demandaient une politique plus sociale, et un encouragement pour ceux qui n'ont que mépris pour les travailleurs. Pour tous ceux qui ne l'avaient pas encore compris, la politique de Macron est et restera une politique anti-ouvrière.

Macron part de banalités que tout le monde peut constater. Oui, la pauvreté et le chômage se développent malgré les aides sociales. Oui, malgré ces aides, des millions de femmes et d'hommes ont du mal à se soigner ou à se loger. Car aucun dispositif social ne compensera jamais les dégâts engendrés par le système capitaliste.

Le capitalisme est une fabrique à inégalités. Pour que la minorité s'enrichisse, la majorité doit être appauvrie, voilà le fonctionnement normal de l'économie !

La bourgeoisie n'en a jamais assez

Carrefour a récemment fait l'actualité, car, au moment même où le groupe annonçait la suppression de 2 100 postes, le conseil d'administration arrosait les actionnaires et accordait à l'ex-PDG une rallonge de sa prime de départ. Devant le scandale qui écornait l'image de la marque, celui-ci a dû renoncer à quelques millions, mais part tout de même les poches bien garnies. Et on peut aussi parler de Ford, groupe richissime qui ferme son usine à Blanquefort et veut mettre un millier d'ouvriers sur le carreau. On peut parler de la rapacité de General Electric, qui préfère faire travailler des intérimaires plutôt que tenir sa promesse de créer 1000 emplois. Ou encore de PSA, qui veut imposer un allongement gratuit du temps de travail, aujourd'hui à l'usine de Vesoul, demain sans doute à tous les ouvriers du groupe.

En visant les plus pauvres, Macron voudrait faire croire que nous sommes dans une société du mérite, où chacun serait libre et maître de ses choix. Nous serions libres de nous éduquer, de nous former, de travailler dans l'emploi de notre choix, et même libres de choisir nos retraites ? Ce sont des fadaises, destinées à tromper les exploités pour les enfoncer toujours plus !

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'égalité des chances dans le cadre du capitalisme. Fondé sur la propriété du capital et la domination

PSA Vesoul : non au recul !

Près de 10 500 travailleurs du groupe PSA ont signé une pétition dénonçant la volonté d'imposer de travailler 37h45 payées 36h à Vesoul. Soit 20 minutes de travail gratuit tous les jours !

PSA a utilisé les « *accords de performance collective* » créés par les ordonnances Macron pour imposer ce recul avec l'aide des syndicats du site de Vesoul, sauf la CGT.

Travailler plus, et gratuitement, en faisant augmenter le chômage, il n'en est pas question ! Une chose est qu'un « accord » soit signé, une autre est qu'il soit appliqué.

C'est du vol !

A PSA Vesoul, le temps de travail va augmenter de 7,8% et le salaire de 3,1%. Si on sait compter, on vole aux camarades de Vesoul 4,7% sur la paye. En fait, c'est bien plus : la baisse du taux horaire entraînera des diminutions de primes.

Avec ça, rien d'impossible

Le travail des 240 000 salariés du groupe Continental a rapporté plus de 3 milliards de bénéfices en 2017 (salaires, impôts, cotisations et provisions déduits), dont près de deux milliards dans la seule branche Pneumatiques.

Sur les 155 millions de pneus vendus, 7% sont fabriqués à Sarreguemines. Chacun des 1600 ouvriers et employés de l'usine, sous-traitants et intérimaires compris, a donc rapporté 87 500 euros de bénéfices chacun.

de la classe sociale qui monopolise les capitaux, ce système est basé sur l'existence de deux classes sociales aux intérêts opposés. Il y a, d'un côté, cette classe capitaliste qui décide de tout et, de l'autre, le monde du travail qui n'a voix au chapitre sur rien.

Comme Sarkozy en son temps ou Wauquiez qui parle du « *cancer de l'assistanat* », Macron a le cynisme de renvoyer les chômeurs et les plus pauvres à leur « *responsabilité* ». Il se permet de faire la leçon aux travailleurs, lui qui a commencé son mandat en renforçant le permis d'exploiter et de licencier du patronat !

Alors, que fera-t-il contre les aides sociales ? Supprimera-t-il les 494 € par mois de l'allocation de solidarité spécifique versée aux chômeurs en fin de droits ? Remettra-t-il en cause la prime d'activité qui permet aux salariés enchaînant petits boulots et périodes de chômage de joindre les deux bouts ?

Rien de précis n'est annoncé, mais toute sa politique peut se résumer ainsi : « *la pauvreté s'étend ? Arrosons les riches !* » Qu'il s'agisse de la réforme des retraites, de celle des aides sociales ou de celle de l'État, le gouvernement enfoncera plus encore les travailleurs, qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite.

Mettre fin au capitalisme

Parmi les travailleurs, ceux qui ne se résignent pas se demandent ce qui peut déclencher la révolte générale. Les cheminots qui se sont lancés dans le combat se posent la question tous les jours, car ils savent que c'est cela qui peut être décisif pour faire reculer le gouvernement.

Personne ne sait d'où viendra l'étincelle. Du mépris anti-ouvrier d'un politicien bourgeois comme Macron ? D'un de ces grands patrons qui se payent des dizaines de millions et qui rognent sur la moindre prime ? Le monde du travail peut encaisser les coups longtemps, mais cela ne durera pas éternellement. Un jour ou l'autre, ça explosera.

C'est alors que les travailleurs pourront imposer à cette classe d'exploiteurs leur droit à une existence digne. Et au-delà, c'est à partir de telles explosions sociales qu'ils pourront poser le problème de leur émancipation collective, c'est-à-dire celui du renversement de la bourgeoisie et de ses valets, pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Augmenter les salaires, embaucher du personnel pour doubler les postes, mission impossible ?

Passe ton bac.. pour ne pas entrer en fac !

1,3 million de candidats du bac passaient lundi des épreuves. Le taux de réussite au bac frise ces dernières années les 80 %, mais ce n'est plus le passeport permettant de rentrer en fac. En effet, le nouveau système de sélection du gouvernement, Parcoursup n'a donné de réponses positives qu'à 40 % des lycéens.

Les autres passent le bac sans certitude d'aller dans la filière de leur choix. Les lycéens des quartiers populaires en sont les premières victimes. Pour Macron, construire des facultés permettant l'accueil de tous coûterait un « *pognon de dingue* », il préfère faire de la place aux plus riches.

Suivez nous !



lutte.ouvriere.lorraine



@LOLorraine57



lutte-ouvriere-lorraine.org



lutte.ouvriere.lorraine@gmail.com

Lutte ouvrière
BP 47027 - 57030 Metz Cedex 1

Le 20/06/2018

Migrants : liberté de circulation et d'installation !

L'affaire des migrants de l'Aquarius a montré que l'Europe reste une forteresse dressée contre les réfugiés, l'Italie et la France se renvoyant la balle pour refuser d'accueillir.

Le gouvernement italien veut expulser les Roms après avoir refusé que les réfugiés de l'Aquarius débarquent sur ses côtes ; alors que Macron fermait les yeux quand le navire passait le long des côtes de Corse ; alors que le ministre de l'Intérieur allemand veut à son tour fermer ses frontières ; alors qu'aux États-Unis, Trump ouvre des centres de rétention dans lesquels 2 000 enfants sont enfermés pendant que leurs parents immigrés sont expulsés ou en prison pour avoir passé illégalement la frontière.

Ces dirigeants politiques du monde capitaliste montrent toute l'inhumanité du système qu'ils défendent.